

DEMOCRATISATION DE L'ARMÉE  
DES PARTISANS.

TRIBUNAUX DU PEUPLE ET COMITÉS  
POPULAIRES ELUS DEMOCRATI-  
QUEMENT PAR LES MASSES.

TOUT LE POUVOIR A CES COMITÉS  
DES PARTISANS, PAYSANS ET OU-  
VRIERS.

POUR UNE GRECE SOCIALISTE

DANS UNE FEDERATION BALKANI-  
QUE SOCIALISTE.

Ils insistent d'autre part sur le fait  
que seule la liaison du mouvement des  
partisans avec les ouvriers des villes  
peut donner une perspective à cette  
lutte, perspective qui ne saurait être  
autre que celle de la révolution prolé-  
tarienne socialiste.

La mobilisation du prolétariat doit  
partir de ces revendications économi-  
ques et démocratiques élémentaires.

Les perspectives

Ce qui étonne dans la situation grec-  
que, c'est que, malgré la mise en ligne  
par la bourgeoisie indigène et l'impé-  
rialisme américain, de moyens puis-  
sants et malgré l'usure des masses qui  
luttent contre leurs oppresseurs « nation-  
aux » et étrangers depuis 1941, le ré-  
gime capitaliste n'a encore aucune  
chance de « stabilisation » relative. La  
guerre civile est plus aiguë que jamais  
et les perspectives de la bourgeoisie des  
plus sombres.

Malgré l'« aide » américaine, la si-  
tuation économique n'a fait que des  
progrès insignifiants par rapport à  
l'état chaotique au lendemain de la  
« libération » : l'index de la production  
agricole est à 55 % de 1938, celui de  
la production industrielle entre 60 et  
70 % de 1938. Les revenus des services  
d'avant guerre (frets, argent envoyé par  
des Grecs travaillant à l'étranger, etc.)  
sont dans leur presque totalité définitive-  
ment perdus. D'autre part, l'exportation  
des produits agricoles (tabac, ralsins,  
huile, fruits) qui constituait la  
partie principale du commerce extérieur  
d'avant guerre, a énormément baissé à  
cause de l'affaiblissement de la produc-  
tion agricole et de la perte des mar-  
chés. Il en résulte un déficit de la ba-  
lance commerciale et de la balance des  
paiements plus grand que jamais et qui  
ne peut être comblé que par des crédits  
continuels.

Malgré les impôts et les taxes écri-  
santes qui pèsent sur les couches labo-  
rieuses de la population et malgré toutes  
les mesures déflationnistes entreprises  
par la bourgeoisie, l'inflation a fait de  
nouveaux bonds : la livre-or a passé  
de 120.000 drachmes environ au milieu  
de 1927 à 230.000 drachmes au début de  
cette année, entraînant une nouvelle  
hausse correspondante de tous les prix.

L'« aide » américaine, déjà en très  
grande partie engloutie dans les dépen-

ses militaires improductives, sera com-  
plètement épuisée en juin 1948.  
Washington continuera-t-il à jeter ses  
dollars dans ce nouveau tonneau des  
Danaïdes, ou se retirera-t-il sur quel-  
ques bases des îles de la mer Egée et de  
la Crète ? Dans le cas contraire, Wa-  
shington serait probablement contraint  
d'envoyer directement ou sous la cou-  
verture de l'O.N.U. des divisions entières  
en Grèce, les nouvelles offensives de  
l'armée gouvernementale qui se prépa-  
rent pour le printemps contre les parti-  
sans étant à nouveau condamnées à un  
échec.

En effet, cette guerre de partisans,  
bénéficiant du bas moral des troupes  
gouvernementales, de la sympathie de la  
population et du terrain montagneux du  
pays, peut se prolonger au delà de tout  
calcul de résistance matérielle et hu-  
maine du gouvernement d'Athènes.  
Washington sera tôt ou tard obligé de  
faire la relève.

Il reste la probabilité d'un compromis  
entre l'U.R.S.S. et les États-Unis qui  
amènerait automatiquement une nou-  
velle trahison à la Varkiza des stali-  
niens grecs. Il est significatif à cet  
égard qu'aucun gouvernement limi-  
trophe n'a reconnu jusqu'ici Markos, et  
que Moscou maintient une attitude de  
stricte neutralité envers ce « gouverne-  
ment. » Sur cette question aussi la  
porte reste ouverte au compromis. Ainsi,  
en définitive, le drame du peuple grec  
qui se complique extraordinairement  
par ses implications internationales, n'a  
qu'une issue digne des sacrifices innom-  
brables consentis jusqu'ici par les ou-  
vriers et paysans de ce pays : la révolu-  
tion prolétarienne grecque, dont le sort  
est lié au sort, dans les prochaines  
années, de la révolution prolétarienne  
européenne.

Janvier 1948.

E. GERMAIN

LA RUINE  
DE L'ÉCONOMIE ALLEMANDE

L'ALLEMAGNE n'existe plus au-  
jourd'hui en tant que corps na-  
tional, social, économique ou poli-  
tique. Ce qui subsiste comme so-  
ciété humaine entre le Rhin et l'Oder,  
— ce tronçonné à l'ouest de la Sarre,  
à l'est de la Silésie et de la Poméranie,  
au nord-est de la Prusse orientale ainsi  
que d'une partie de la Prusse occiden-  
tale — ne s'appelle pas autrement que  
« zone d'occupation ». Les Anglo-Saxons  
ont donné à leur zone un nom de mon-  
stre digne de leur État : celui de *Bizonia*.  
Les Russes se sont abstenus jus-  
qu'ici de tout acte de baptême. Mais  
leur « zone d'occupation » apparaît à  
tel point une vaste entreprise d'exploit-  
ation des richesses nationales et de la  
force de travail au profit exclusif des  
occupants, que le terme « S. A. G. (So-  
wjetische Aktiengesellschaft, société par  
actions soviétiques) qui désigne, du  
point de vue formel, seulement les usi-  
nes saisies et gérées par les Russes

s'applique admirablement à l'ensemble  
de la zone orientale. « Bizonia » et  
« S. A. G. », voilà ce qui remplit le  
vide laissé au cœur de l'Europe par  
l'effondrement de l'impérialisme alle-  
mand et par l'impuissance du proléta-  
riat à prendre sa succession contre un  
monde d'ennemis coalisés. Ces noms dési-  
gnent des entités économiques, bien  
sur. Mais ces entités ne représentent  
pas quelque chose de nouveau au sens  
immédiat du mot. Elles représentent  
des phénomènes, des états de décompo-  
sition d'une société, projetée en quel-  
ques années de temps d'un haut niveau  
de civilisation matérielle à celui de dési-  
ntégration de tous les éléments de ci-  
vilisation tout court. « Bizonia » et « S.  
A. G. » sont aujourd'hui une excellente  
matière pour l'étude sur le vif de la si-  
gnification matérielle du terme « bar-  
barie ». Nous nous proposons d'en dres-  
ser l'inventaire et d'en entamer le dia-  
gnostic sur le plan économique.

I. LA STRUCTURE BRISEE

Afin de saisir dans ses contours exacts  
la réalité allemande d'aujourd'hui, il  
est indispensable de partir de deux con-  
sidérations préalables : d'une part, celle  
qui concerne les destructions résultant  
des opérations militaires proprement di-  
tes, et qui établit qu'au moment de  
l'armistice, les terribles destructions ré-  
sultant des opérations militaires avaient  
laissé intacts au moins 65 0/0 et peut-  
être jusqu'à 80 0/0 du potentiel indus-  
triel de l'Allemagne. D'autre part, il  
faut considérer que la politique voulue  
et appliquée de manière conséquente  
(du « plan Morgenthau » aux accords  
de Potsdam) par les vainqueurs a été  
celle de la destruction partielle de ce  
potentiel, de la transformation amorcée  
du peuple allemand en un « peuple de  
pâtes », et de l'élimination définitive  
de sa puissance industrielle. Si aujour-  
d'hui, aussi bien du côté anglo-saxon  
que du côté russe, des plans sont éla-  
borés en vue de la reprise industrielle  
et de l'augmentation du potentiel de  
production, cela n'exprime que l'impasse  
dans laquelle les vainqueurs ont été con-  
duits par leur propre politique. La ruine  
de l'économie allemande est aujourd'hui  
en premier lieu le résultat de l'occu-  
pation du pays, de son démembrement,  
des réparations et des démantèlements  
appliqués systématiquement sur son ter-  
ritoire, et de l'effondrement complet de

sa structure économique qui en résulte.

Il est évident qu'en constatant cela,  
nous ne voulons pas le moins du monde  
diminuer la responsabilité du nazisme  
dans la chute de l'Allemagne. L'écono-  
mie nazie est apparue dès le début  
comme une gigantesque hypothèque sur  
l'avenir du pays, hypothèque dont  
les impérialistes espéraient éloigner  
l'échéance fatale par des conquêtes et  
des pillages successifs. Il n'en reste pas  
moins vrai qu'au moment où Hitler s'ef-  
fondra, il y avait suffisamment de  
« substance » en Allemagne — suffi-  
samment de force de travail, de ri-  
chesses du sous-sol, de stocks de ma-  
tières premières, de potentiel industriel,  
agricole et humain, de biens de consom-  
mation durables accumulés depuis des  
générations — pour permettre à la qua-  
lification ouvrière et au génie technique  
du peuple allemand de relever le pays  
rapidement de ses ruines. L'évolution  
que nous avons connue cependant n'était  
pas celle d'une reconstruction plus ou  
moins rapide, mais bien celle d'une évo-  
lution rétrograde : ce qui subsistait en  
Allemagne comme richesses réelles et  
potentielles, au moment de l'armistice,  
a été dans une grande mesure soit dé-  
truit, soit aliéné au pays, soit dévoré  
au cours même du processus de produc-  
tion.